
Hélène Bretin

Relation de service et métiers relationnels
Number 40, automne 1998

URI: https://id.erudit.org/iderudit/017686ar
DOI: https://doi.org/10.7202/017686ar

Cite this review

De quoi parle-t-on lorsque l’on parle de couple mixte ? Quels sont les présupposés qui sous-tendent les représentations, les catégories et modalités d’appréhension statistiques de cette réalité couramment perçue et désignée comme une déviance à la norme conjugale et à l’homogamie qui la caractérise, un défi posé à la distance et aux différences culturelles ?

La valeur heuristique de l’ouvrage dirigé par C. Philippe, G. Varro et G. Neyrand tient à la diversité des angles d’attaque des contributeurs et à l’objectif collectif qu’ils servent. Liberté, égalité, mixité... conjugales ne relève pas de la description des couples en question et encore moins de la recherche d’une définition rigoureuse, démarche aussi illusoire que peu pertinente pour une réalité aux confins du privé et du public, du social et du politique. Le projet de l’ouvrage est un questionnement critique et une déconstruction de la notion révélée dans sa complexité, sa plasticité historique, sa richesse.

S’il ne s’agit pas de rendre compte de chacune des contributions réunies, en revanche nous souhaiterions revenir sur quelques aspects de la réflexion qui nous est proposée à travers ce livre.

Ainsi, le lecteur peut constater la complexité de l’entreprise qui consiste à cerner, par le chiffre notamment, les réalités que recouvre la notion de couple mixte. La démographie néanmoins nous indique la part des unions franco-étrangères dans la nuptialité française. Celle-ci a progressé depuis les années 1970, pour représenter en 1991 12 pour cent des mariages (contre environ 5 pour cent dans les années 1970). Cette évolution statistique des unions est couramment interprétée comme un indicateur de l’intégration des étrangers à la société française. Si le chiffre fait écho à des préoccupations historiques anciennes de notre société (l’identité nationale), il est intéressant de constater que, hormis une entreprise récente, les unions entre nationaux et étrangers n’ont pas fait l’objet d’une démarche quantitative spécifique 1. Le repérage statistique est soumis aux catégories de la démographie, qui construisent la mixité sur la base restreinte de deux variables — la nationalité et le pays de naissance — et il suppose le recours à une batterie d’enquêtes qui saisissent l’objet de façon indirecte. La vision qui en ressort peut s’avérer fugace car à la visibilité démographiquement construite succède une invisibilité générée par ces mêmes catégories : les couples dont le partenaire étranger acquiert la nationalité française disparaissent des statistiques des unions mixtes, soit 60 à 70 pour cent des unions franco-étrangères dans la nuptialité française chaque année (M’Sili).

Faut-il pour autant invalider globalement les modalités du dénombremnt ? Les travaux des auteurs nous incitent plutôt à réfléchir voire s’attacher eux-mêmes pour certains à montrer l’intérêt d’allier approche quantitative et approche qualitative. La mise en perspective permet non seulement de pointer les limites de la statistique mais aussi de montrer l’existence de cas particuliers parallèlement au modèle général. Ainsi, le mariage mixte unit plus fréquemment un étranger à une française que l’inverse, mais une observation plus fine par nationalité parmi les couples dont le conjoint étranger est ensuite devenu français révèle une très forte proportion de femmes parmi les conjoints originaires d’Afrique francophone (70 pour cent), proportion largement supérieure à celles des femmes originaires d’Europe du Sud et d’Afrique du Nord (M’Sili). Ces ruptures avec les situations moyennes restent à comprendre mais n’en soulignent pas moins l’hétérogénéité, la variabilité des pratiques et des réalités que recouvre la mixité conjugale et dont le chiffre seul ne peut rendre compte.

Le second point à souligner est que le lecteur trouvera à travers les chapitres de quoi revenir sur un certain nombre d’idées reçues et sur le rapport qu’elles entretiennent aux normes. Le mariage mixte questionne théoriquement comme pratiquement la thèse qui, à partir des travaux de Girard (et surtout des interprétations qui ont suivi), fait de la proximité sociale (et culturelle) le critère déterminant du choix du conjoint. Mais l’homogamie n’en est pas moins consolidée, par les pratiques déviantes, dans son statut de norme sociale. De ce point de vue, imputer la divortialité des couples mixtes (supérieure à celle des couples non mixtes) à une distance trop importante et irréductible (autrement dit à la mixité) procède de la lecture « a poste-riore » et sur le mode mécaniste d’une histoire qui serait vouée d’emblée à l’échec (et pour cause). Or, outre que, comme le rappellent les chercheurs, la quête de la différence peut être tout aussi mobilisatrice que l’homogamie dans la structuration du couple, les travaux montrent aussi qu’au-delà des individus impliqués et de notre propre norme conjugale, ce sont aussi celles des pays d’origine des conjoints et les pratiques matrimoniales auxquelles elles donnent lieu qui structurent le rapport du couple à la séparation (Neyrand). Les couples mixtes d’hier ne sont pas ceux d’aujourd’hui, ils ne sont pas issus des mêmes sociétés et celles-ci ont, vis-à-vis du mariage et du divorce, des positions variables. En renvoyant au-delà des deux individus, au contexte institutionnel, historique et social dans lequel ces derniers se sont construits et au patrimoine dont ils sont porteurs, les réflexions s’ouvrent sur la variabilité temporelle et spatiale des pratiques, interdisant toute généralisation trop simplificatrice. C’est ainsi que le couple mixte peut apparaître sous un autre jour, par exemple comme naissance du couple en soi, en référence à un contexte social et culturel où les modalités historiques et dominantes de l’alliance ne lui offrent pas priori d’existance (Haddouche).

Lié au précédent, un troisième aspect de la question nous ramène à notre propre héritage et au projet politique de la société française. L’accès qu’elle donne à la nationalité française projette l’union franco-étrangère au cœur du débat et des luttes pour la régularisation des étrangers sans papiers. Un mariage mixte est potentiellement un mariage blanc, surtout lorsqu’il concerne des ressortissants des sociétés du Sud, plus systématiquement souffrent de séjourner illégalement sur le territoire français.

L’amalgame n’est pas des moindres car si la régularité du séjour n’est pas requise pour se marier, dans la pratique la liberté du mariage peut être remise en cause par les officiers d’état civil, au titre de la chasse aux fraudeurs. Du coup, la perspective se renverse et l’union apparaît moins comme un moyen de légaliser l’entrée et le séjour sur le territoire qu’une ingéniosité de l’Etat et un contrôle détourné et ilégal des couples dont la loi exige une durée de vie commune qui n’est plus attendue d’une bonne partie des couples de nationaux (Fulchiron). La
reprocher « l’absence » de recherches empiriques dans un ouvrage qui répondait à un souci méthodologique et théorique bienvenu. Liberté, égalité, mixité... conjugales engage justement à lire ou à relire ces travaux à la lumière des réflexions qu’il nous propose.

Note

Hélène Breton
Université Paris Nord
Centre de recherche sur les enjeux contemporains en santé publique
(CRESP)
UFR Santé, médecine, biologie humaine
Bobigny


Ce travail se situe dans la continuité des recherches menées par l’auteur (Kaufmann, 1992 et 1996), en évoquant la reconstruction quotidienne de l’ordre social symbolique à laquelle nous poussent l’action ménagère, même si nous en ignorons les principes. Face à la propension à faire prédominer la place de l’esprit sur celle du corps, Kaufmann propose de se pencher sur la relation aux objets par laquelle est révélée la mémoire sédimentée, ce passé incorporé auquel s’ajoutent des modèles extérieurs pour construire notre vie quotidienne. C’est sur les objets, familiers parce qu’ils enregistrent une part de l’identité et conservent la mémoire (tant individuelle que collective), que se base l’auteur pour redynamiser l’articulation entre individu et société. Aux débuts du cycle ménager, l’accumulation régulière d’objets et la mobilisation familiale sont indissociables ; « faire le ménage » (au sens des choses), c’est aussi faire le ménage (au sens des personnes), constituer la famille. Ce parallèle entre la famille et les gestes ménagers permet de comprendre en quoi la norme, d’autant plus forte qu’elle est vécue non comme une contrainte mais comme une certitude naturelle, est secondée par le rôle central des objets, qui marquent les étapes de la fabrication du domestique. Le processus est alors régulier tant que ne survient aucun dysfonctionnement, grain de sable dont l’avantage est de révéler un maillage serré d’injonctions et de gestes évitant d’avoir à se poser trop de questions.

Au cours du cycle ménager se relaient deux phases, deux normalités agissant comme des freins à la délégation : faire parce que c’est son rôle, au moment où la mobilisation familiale est intense, puis faire parce qu’il y a peu à faire. Deux normes qui s’imposent soit par le regard de l’autre raminant la honte d’être mal jugé, soit de manière plus intime quand ce regard étranger conduit à un regard plus critique sur soi-même. Car le chez-soi fixe les repères essentiels du Soi, nous dit Kaufmann : les objets et gestes de l’intimité sont aussi ceux de la stratégie identitaire, ce qui freine d’autant la délégation. C’est pourquoi la pénibilité d’une tâche, qui trouve sa source dans l’affaiblissement d’un automatisme, n’incite pas toujours à la confier à d’autres mais d’abord à se remobiliser pour reconstituer l’automatisme défaillant.

Kaufmann revient ici sur la notion d’injonction, déjà évoquée ailleurs (1992). La mémoire sur laquelle s’appuie l’action ménagère s’inscrit dans l’ordre des choses qui nous entourent, dont le plan est à la fois cognitif et incorporé. Ce schéma mental, référence ultime, n’intervient que ponctuellement, en renforçant les automatismes par un rythme régulier, ou en chassant les hésitations par imposition de l’idée. Ce n’est qu’en cas de faible injonction que le conscient prend le pas sur l’implicite et que la force agissante devient principe pour l’action. L’injonction permet ainsi de lier les habitudes incorporées et les normes sociales imposées par la tendance continuelle à l’intériorisation : chacun se construit à partir d’habitudes intérieurrises qui lui sont propres. Processus continu qui tend à unifier l’individu, l’intériorisation permet que soient libérées les sensations. C’est pourquoi la sensation de pénibilité, née de la distance entre le modèle et la réalité, est un indicateur efficace révélant à la fois une faible incorporation et un défaut d’injonction. Seuls des automatis-